



Solidarité Eau Europe
Solidarity Water Europe
Solidarität Wasser Europa

55 avenue de Colmar • 67100 Strasbourg • France

Tel.: + 33 (0)3 88 84 93 14 • Fax: + 33 (0)3 88 84 99 18 • contact@see-swe.org • www.see-swe.org

Plateforme Européenne pour la promotion des Mécanismes de financements solidaires et décentralisés pour l'Eau et l'Assainissement.

Bilan d'avancement- décembre 2014

SOMMAIRE

Contexte – Rappel – Objectifs de la Plateforme européenne

Actions réalisées en 2014 ou en cours

1. La plateforme européenne : Réunion des membres et de ses partenaires / animation de la plateforme européenne.
2. Promotion des mécanismes solidaires de financement pour l'eau et l'assainissement
3. Lobbying sur les Mécanismes de financements solidaires auprès de la Commission Européenne, et préparation du 7^{ème} Forum Mondial de l'Eau.
4. Organisation du colloque européen « Coopération internationale et solidaire pour l'eau et l'assainissement : Quels outils, quels mécanismes financiers en Europe pour l'accès de tous à l'eau potable et à l'assainissement ? »
5. Suivi du travail d'accompagnement sur la réflexion et la mise en place de MFDS : le cas de la Moldavie
6. Annexes

Contexte- Rappel

Depuis quelques années, Solidarité Eau Europe (SEE) se concentre sur des domaines d'action très précis, en concordance avec la politique européenne de l'eau, notamment pour accroître et intensifier la coopération décentralisée entre pays d'Europe. Que ce soit à travers ses activités de réseautage et plaidoyer, des projets concrets ou des événements organisés, SEE contribue ainsi à mieux faire connaître et à multiplier ces formes de solidarité en Europe centrale et orientale.

Depuis 2006, le pS-Eau développe ses travaux autour de la loi dite 1% Oudin -Santini en France et a identifié d'autres partenaires européens qui promeuvent et travaillent sur le principe d'un 1% solidaire (Suisse, Pays Bas, Belgique, Italie etc.). SEE a rejoint depuis quelques années cette dynamique, et à l'occasion du 6e Forum mondial de l'eau, s'est fortement impliquée pour promouvoir le principe du 1% solidaire pour l'eau en Europe au sens large (organisation d'un dialogue européen avec la présence de la commissaire européenne à la coopération internationale et de la présidente du Comité des régions de l'UE, de sessions formelles et informelles, lancement d'une plateforme européenne autour du principe du 1%,...).

De plus, de par son rayonnement européen et ses liens privilégiés avec le Conseil de l'Europe, SEE a pu faciliter le plaidoyer auprès de ce dernier, afin que des déclarations et des engagements soient pris, et a également entrepris des actions d'information, de sensibilisation et d'échanges auprès d'autres pays d'Europe sur les mécanismes de financements solidaires (exemple : Moldavie, Autriche, Allemagne).

Dans la continuité de cette dynamique de promotion en Europe de mécanismes de financements solidaires, et pour mobiliser davantage de partenaires en Europe pour l'atteinte des OMD en matière d'eau et d'assainissement, une plateforme européenne a été créée et reconnue comme composante régionale du Global Water Solidarity (GWS), réseau international porté par le PNUD. Le mandat de coordination de cette plateforme a été confié à SEE.

Objectifs de la Plateforme européenne:

- ➔ Permettre, de manière concertée et coordonnée, de continuer la promotion de ces mécanismes et d'accroître leur synergie
- ➔ Accompagner les réflexions ou les initiatives naissantes pour la mise en place d'un mécanisme solidaire dans différents pays d'Europe
- ➔ Faire des actions de plaidoyer auprès des décideurs européens (Conseil de l'Europe et Parlement européen) pour l'adoption de dispositions concrètes favorisant l'application de tels mécanismes dans les pays européens
- ➔ Promouvoir les initiatives européennes au sein de la plateforme internationale Global Water Solidarity (GWS) portée par le PNUD et mener des actions communes avec le GWS au niveau international.

Cette plateforme est donc **un réseau de coopération, de solidarité pour l'eau en Europe**, regroupant des partenaires, des expertises, des expériences, des outils, des informations par pays etc. afin de stimuler et de faciliter la mise en place de ces mécanismes.

Depuis 2012, SEE coordonne cette plateforme européenne et mène, avec l'appui du pS-Eau et d'autres partenaires européens, des actions pour formaliser, dynamiser, promouvoir et développer les mécanismes de financements pour l'eau et l'assainissement au niveau européen. L'ONEMA est un des partenaires techniques et financiers de cette plateforme et la soutient depuis 2012. Ce rapport relate les activités menées grâce au soutien de l'ONEMA de Décembre 2013-Décembre 2014.

Actions réalisées en 2014 ou en cours

1. La plateforme européenne : Réunion des membres et de ses partenaires / animation de la plateforme européenne.

Tout au long de l'année, SEE a maintenu une communication avec les membres de la plateforme (mailing, envoi d'informations sur les différents événements, invitation à des conférences, diffusion d'informations, mise en relation des membres avec de nouveaux partenaires etc.)

A l'occasion de l'organisation du colloque européen en novembre 2014 (voir ci-après), une grande partie des partenaires européens de la plateforme étaient présents. Une rencontre de ces partenaires, en marge du forum, a permis de faire un point sur les activités de la plateforme européenne et du GWS (voir Actualités <http://www.globalwatersolidarity.org/fr>) et d'aborder le suivi des actions qui seront présentées au Forum Mondial de l'eau en Avril 2015. (Organisation d'un side event le 15 avril 2015 et d'une session officielle le 14 avril de 11h20 à 13h20, voir ci-après)

2. Promotion des mécanismes solidaires de financement pour l'eau et l'assainissement

Plusieurs activités de présentation de la plateforme européenne et de promotion des mécanismes solidaires de financement ont eu lieu en 2014, lors de différentes conférences internationales.

Avant chaque participation à une conférence internationale, SEE en a informé les membres de la plateforme et a évalué quels partenaires ou cas à présenter serait le plus opportun.

De plus, la plateforme européenne a mobilisé son réseau de partenaires pour partager avec l'IPEMED, les expériences, recherches de chacun pour enrichir la publication du document : « Financer l'accès à l'eau et à l'assainissement en Méditerranée. Les financements innovants: solution ou illusion ?

<http://www.ipemed.coop/fr/publications-r17/collection-construire-la-mediterranee-c49/financer-l'accès-a-l'eau-et-a-l'assainissement-en-mediterranee-les-financements-innovants-solution-ou-illusion--a2290.html>

- Stockholm International Water Week (Stockholm, Septembre 2014)

Participation au Side-Event

La plateforme européenne était au côté du GWS, lors du side event le 4 septembre 2014 pour lancer l'étude d'un cas « Les mécanismes solidaires de financements en Guinée ». Cette session a eu lieu sur l'espace du PNUD, et a regroupé une cinquantaine de personnes qui ont pu débattre sur les financements décentralisés et la coopération décentralisée.

Ce stand était également à disposition des différents acteurs, avec distribution de flyers et échanges avec différents intervenants.

Annexe : invitation au side event

- Conférence Régionale sur la gouvernance et le financement du secteur de l'eau en méditerranée : GWP, Union pour la Méditerranée (UFM) et OCDE. (octobre 2014, Athènes -Grèce)

Lors de cette conférence, le GWS a représenté la plateforme européenne en proposant des cas européens pour démontrer l'approche territoriale et la méthodologie mise en place pour favoriser le potentiel de

collaboration sur la solidarité décentralisée pour l'eau, au niveau des acteurs locaux dans la zone euro-méditerranéenne.

Annexe : programme de la conférence, présentation et rapport : <http://www.gwp.org/en/GWP-Mediterranean/gwp-in-action1/News-List-Page/1st-Regional-Conference-of-the-Governance--Financing-for-the-Mediterranean-Water-Sector-project-More-than-110-stakeholders-reflecting-on-the-governance--financing-nexus/>

- **12^{ème} conférence internationale Euro-RIOB- novembre 2014, Bucarest (Roumanie)**

Cette réunion, comme les précédentes de l'Euro-Riob, est bien sur centrée sur l'application de la Directive Cadre Européenne pour l'eau. Cependant, lors de présentations officielles dans les tables rondes, en mettant des documents à disposition, ou au travers d'échanges directs avec les participants, nous avons pu faire valoir les idées relatives à la solidarité internationale et les nouveaux mécanismes de financement, et renforcer la visibilité sur ce champ, du pE-Eau pour la France et de la plateforme européenne pour l'Europe. Ces interventions et débats, ont fait en sorte que la « déclaration de Budapest », relatant sommairement les travaux, reprenne, même si c'est à minima, nos préoccupations en indiquant :

-« L'UE et les états membres doivent aussi maintenir un haut niveau d'appui financier pour la solidarité avec les pays du sud et les pays voisins de l'UE, et soutenir le développement de financements solidaires pour l'accès à l'eau comme à l'assainissement, indispensable tant pour des raisons de santé publique que pour éviter la dégradation de la qualité des eaux. »

Bien que le sujet soit un peu marginal par rapport au thème général de la réunion, la courte synthèse de l'atelier n°3 (centré sur les méthodes d'analyse économique et les moyens nécessaires au financement des nouveaux plans de gestion 2015-2021), présentée lors de la réunion de clôture, a aussi mis en avant nos préoccupations :

« Main outcomes and recommendations

•There is a clear dynamic for the development of innovative and solidarity-based financial mechanisms (Global Water Solidarity Platform, 1% for water, Urban/Rural solidarity) but it requires more support and extension in order to adress the issues (e.g. Access to water and sanitation in particular in rural areas)

.The experience of 1% for water (France, Switzerland, Belgium ,...) shows that there is a good feedback from population of these solidarity mechanisms as long as the use of the sums and the results on the field are explained »

Annexes

- IIa- Présentation Power point "Decentralized solidarity financing for water and Sanitation"
- IIb- Déclaration de Bucarest

3. Lobbying sur les Mécanismes de financements décentralisés et solidaires.

- Auprès de la Commission Européenne

La plateforme européenne soutient l'Initiative Citoyenne Européenne "L'eau est un droit humain!" et était présente lors de l'audition devant le Parlement européen (PE) Le lundi 17 février 2014.

Suite à cette audition, nous avons demandé à la Commission de se pencher sur les 3 piliers de la campagne :

- Les institutions européennes et les États membres soient tenus de faire en sorte que tous les habitants jouissent du droit à l'eau et à l'assainissement.
- L'approvisionnement en eau et la gestion des ressources hydriques ne soient pas soumis aux "règles du marché intérieur" et que les services des eaux soient exclus de la libéralisation.
- L'Union européenne intensifie ses efforts pour réaliser l'accès universel à l'eau et à l'assainissement.

Un groupe de travail, composé notamment de SEE, du PsEau et du European Policy Center (EPC) suit ces travaux et réflexion et prépare une conférence fin 2016 sur comment mieux répondre aux 3 piliers, notamment l'accès à l'eau pour tous et les questions de financements.

Une réunion intermédiaire aura lieu en mars 2015 à Bruxelles « Innovative partnerships and financing mechanisms: a means to deliver better access to drinking water and sanitation in developing countries”.

Pour plus d'informations :

<http://www.right2water.eu/fr/node/470>

De plus, la plateforme européenne a été sollicitée par EPC pour intervenir lors de leur conférence "“Economics of water matter: from theory to practice” qui a eu lieu le 29 octobre 2014 à Bruxelles. Il était question de traiter les questions de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour les pays les plus pauvres, en abordant les défis principaux, et le genre de financement ou d'autres mécanismes existants qui pourraient être mis en place pour atteindre ces objectifs.

Pour plus d'informations :

http://www.epc.eu/prog_forum.php?forum_id=33&prog_id=2

http://www.epc.eu/prog_forum_details.php?cat_id=12&pub_id=5094&prog_id=2&forum_id=33

- Préparation de la session au 7ème Forum Mondial de l'eau (FME)

L'implication de SEE dans la thématique 4.1 « Economics and Financing for Innovative Investments ». (participation aux réunions, présence en Corée etc) a permis d'inscrire la question des Mécanismes de financements solidaires et décentralisés dans cette thématique.

SEE est membre du design groupe et a participé aux réunions de travail qui ont eu Lieu à Stockholm en septembre 2014 et à Marseille en Octobre 2014.

SEE et GWS coordonnent également une session Theme 4.1.3 – «Water Financing for Small and Decentralized Water Operators and Actors», qui aura lieu le 14 avril de 11h20 à 13h20. (définition des objectifs, choix des intervenants, préparation logistique etc.)

La session fournira des cas pertinents et les enseignements pour mettre en évidence l'importance croissante des services décentralisés.

La question des financements décentralisés et solidaires est également poussée au niveau de l'OCDE pour le high level panel.

La plateforme européenne sera aussi présente lors du Side event « Achieving sustainable results in decentralized solidarity cooperation in water and sanitation sector », organisé par le GWS le 15 avril à 19.00

4. Organisation du colloque européen « Coopération internationale et solidaire pour l'eau et l'assainissement : Quels outils, quels mécanismes financiers en Europe pour l'accès de tous à l'eau potable et à l'assainissement ? »

La nécessité d'œuvrer pour que l'accès à l'eau et à l'assainissement soit garanti au plus grand nombre et particulièrement aux plus démunis, est une priorité élevée, largement partagée. Par ailleurs, l'intérêt d'inscrire l'Eau comme un des objectifs propres parmi les Objectifs du Développement Durable dans l'agenda post 2015 et de s'employer pour que cette proposition se concrétise est une priorité absolue. Car nul ne peut nier que l'accès à l'eau est la clé de la prospérité partagée.

Cependant, il est important de prendre conscience du fait que pour ce faire il est indispensable d'accompagner cet engagement de la communauté internationale en faveur de la cause de l'eau d'une dynamique accrue visant à se doter de mécanismes financiers – qu'il s'agisse de parfaire et multiplier certains mécanismes existants, d'en mettre en place d'autres, d'en concevoir des nouveaux- qui permettent de développer et renforcer les actions de coopération dans le domaine de l'eau.

C'est ce que Solidarité Eau Europe et ses partenaires* ont proposé de faire dans le cadre du Colloque d'information, d'échange, d'analyse croisée et de propositions concrètes, qui s'est tenu à Strasbourg les 26-27 novembre 2014.

Durant cette rencontre, il était question de dresser le cadre général de la coopération solidaire en matière d'eau, développé au niveau de l'Union Européenne, de ses Pays membres, ainsi que de leurs collectivités locales et d'en faire un bilan dynamique en soulignant les points forts et les failles des différents systèmes.

Le colloque s'est tenu à Strasbourg, les 26-27 novembre dernier, dans les locaux de l'Hôtel de Ville de Strasbourg, et a réuni environ 70 personnes d'une vingtaine de pays (Allemagne, Australie, Belgique, Bulgarie, Canada, Cameroun, Espagne, France, Grande-Bretagne, Kosovo, Kirgizstan, Mali, Maroc, Moldavie, Ouzbekistan, Pays-Bas, Suisse, Tunisie, Ukraine). Les participants étaient aussi bien des représentants d'ONG, de collectivités locales, d'institutions locales, régionales ou internationales, d'experts, d'élus.

Annexe : Synthèse et conclusions du colloque, liste des participants.

5. Suivi du travail d'accompagnement sur la réflexion et la mise en place de MFDS : le cas de la Moldavie

La situation politique particulière du pays pendant la dernière année a ralenti les échanges avec les partenaires moldaves et la mise en place du processus et a surtout permis de réorienter la réflexion vers l'élaboration d'un dispositif local, plutôt que d'une loi nationale.

Une étude sur la situation des financements existants en Moldavie est en cours, et permettra la mise en place d'un fonds de financements décentralisés alimenté par différentes sources de financement croisés

(local, nationale, international) qui accompagnera l'implantation de projets locaux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Parallèlement à cette étude, la priorité a donc également été mise sur la définition de projets locaux et la recherche de financements internationaux pour impulser et renforcer la nécessité de ce fonds décentralisés. L'objectif est de montrer par l'exemple (création du fond, recherches de financements et réalisation de projets) que ce type de mécanismes croisés est un atout pour la réalisation des projets d'accès à l'eau pour tous.

En Juin 2014, le GWS a participé à une mission en Moldavie avec le SEE. L'objectif de cette visite était de rencontrer l'ensemble des acteurs locaux pour présenter notre démarche, à savoir, prendre comme projet pilote le projet Eau et Assainissement en cours sur le bassin de la Nirnova, pour identifier au niveau local et international des supports techniques et mettre en place des mécanismes de financements décentralisés et croisés.

Cette approche a été retenue par les acteurs locaux, et le travail sur la mise en place de ces mécanismes a été lancé.

- **Atelier Delta60-2014 ... de l'eau, de l'eau pour lui, de l'eau pour moi ... quand et comment ?** organisé par Opération Village Roumains (OVR)- Chisinau-Moldavie – 2 juillet 2014

Le projet de mise en place de système d'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans le bassin de la Nirnova a été mené comme modèle, tant au niveau des activités que des mécanismes de financements proposés.

Ceci afin d'informer de nouveaux partenaires locaux et internationaux et promouvoir cette approche.

Voir Article : <http://www.moldavie.fr/spip.php?article2636>

- **Atelier : « la gestion des services publics locaux : pour une gestion multi-acteurs », organisée par l'ambassade de France- Chisinau, Moldavie- 3 novembre 2014**

La gestion de l'eau et celle des déchets sont au cœur des priorités de développement de la République de Moldavie. Des outils juridiques existent aux niveaux européen et international pour contribuer à encadrer localement la gestion de ces questions. Néanmoins, au niveau national, la République de Moldavie n'a pas encore adopté d'outils harmonisés. La France souhaite donc contribuer à la réflexion en cours en organisant un séminaire technique sur la gestion des services publics locaux.

L'objectif du séminaire était de concourir à l'élaboration d'une stratégie nationale sur l'eau et les déchets. Il s'agissait de présenter les stratégies pluri-acteurs à l'œuvre en France.

SEE a présenté l'importance de l'implication de la société civile dans les prises de décision publique et les possibles moyens de mise en place de nouveaux mécanismes de financement pour l'eau et l'assainissement.

Cet atelier a regroupé une cinquantaine de personnes, à la fois du local et du central, spécialisés sur l'eau et les déchets et sur les questions environnementales.

- **Atelier « Accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous »- Chisinau-Moldavie 10 novembre 2014**

Lors de cet atelier, SEAM a présenté le Score-carte, outil d'analyse développé par la Commission économique internationale pour l'Europe des Nations Unies, créé pour aider les gouvernements et d'autres institutions intéressées dans la cartographie de la situation de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement au niveau national ou local. Aussi, cet exercice fournit l'occasion d'identifier les priorités de discussion liées à des actions futures et évaluer les progrès dans le domaine concerné.

Cette activité fait partie du projet «Solidarité, de la jeunesse et de l'eau en Moldavie" en référence à la mise en œuvre de mécanismes solidaires de financement pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, soutenu par la Ministère de l'environnement moldave.

Une cinquantaine de participants ont assisté à cet atelier : représentants du ministère de l'Environnement, ministère de la Construction et du Développement régional, ministère de la Santé, l'Agence de l'Eau Moldova ONG locales, la DDC, le PNUD et l'OCDE et le GWS

Voir : <http://seam.md/accesul-echitabil-la-apa-si-canalizare-in-republica-moldova/>

Et : <http://www.globalwatersolidarity.org/press-and-media/17-press-and-media/180-solidarity-water-europe-moldova-equitable-access-to-water-and-sanitation-in-moldova-workshop-chisinau-republic-of-moldova-10th-november-2014>